

Multinational corporations have had an enormous impact on developing countries and will continue to do so in the future. That impact has sometimes been beneficial in transferring knowledge and skills, but it has also at times been harmful. We believe that one of the essential requirements for progress will be the strengthening of mutually beneficial relations between developing countries and these large corporations.

A time of crisis can also be a time of opportunity, a time to recognize and pursue our real interests. In each of the areas we have studied we have been struck by the possibilities of progress. In food production important lessons have been learned: they wait to be applied. The oil price surplus, properly and responsibly managed, can help countries of the South towards greater self-reliance. The world has built a substantial body of knowledge to help plan for its security. United Nations sponsored conferences on population, food, the environment, water, resources, deserts and human settlements have helped to generate a global awareness of critical problems.

To a large extent, the necessary framework for the proper conduct of international relations already exists. The International Monetary Fund can be strengthened to regulate and stabilize financial exchanges. The World Bank has begun to focus its large lending resources on basic human needs. The General Agreement on Tariffs and Trade is making some progress towards the creation of a trading system in which all nations can benefit. The United Nations brings all countries of the world together to debate problems and lay the foundations for legal, economic and social order. With creativity, these institutions can be further strengthened.

Political leadership is essential. The opportunities we have described depend upon political determination to make important decisions. Time and again during the course of our work we have recognized the need for political choice. There is no theory, economic or otherwise, which says that you must do this, that you cannot do that. There is no single theory of how best to promote development. Economic growth is essential but who benefits? The decision to protect or not protect an industry has an important economic element. The costs and benefits in dollars and cents must be calculated and weighed. But whose costs and benefits? We must choose. It is for this reason that political leadership in the sense of caring for people will be crucial in the decade ahead.

PART II

CANADA: A BRIDGE-BUILDER

No message came through to the Task Force more clearly than this. Canada should help build bridges between North and South. Bridges of cooperation and opportunity. There is

forces économiques qui agissent à l'échelle mondiale. Les sociétés multinationales exercent une influence énorme dans les pays en développement comme elles continueront d'ailleurs de le faire. L'apport de ces sociétés a parfois été bénéfique, car elles ont favorisé le transfert de connaissances et de compétences, mais elles ont parfois causé du tort. Nous croyons que l'une des conditions essentielles au progrès dans ce domaine sera le renforcement des relations bénéficiant à la fois aux pays en développement et à ces grandes sociétés.

Tous les espoirs peuvent aussi être permis en temps de crise, car le temps est alors venu de cerner ses intérêts véritables et de les défendre. Nous avons été frappés par les possibilités de progrès dans chacun des domaines que nous avons étudiés. Nous avons beaucoup appris dans le domaine de la production alimentaire et il convient maintenant d'utiliser l'expérience acquise. Les revenus excédentaires provenant du pétrole, gérés de façon convenable et compétente, peuvent aider les pays du Sud à atteindre une plus grande autonomie. Le monde a acquis une somme de connaissances qui peuvent aujourd'hui l'aider à assurer sa sécurité. Les conférences des Nations Unies sur des sujets comme la population, l'alimentation, l'environnement, l'eau, les ressources, les déserts et les établissements humains ont grandement aidé à sensibiliser l'opinion publique à certains problèmes cruciaux.

Dans une grande mesure, la structure nécessaire à la conduite des relations internationales existe déjà. On peut accroître les pouvoirs du Fonds monétaire international pour lui permettre de réglementer et de stabiliser les échanges financiers. La Banque mondiale concentre maintenant ses efforts sur les prêts destinés à la mise en oeuvre de projets visant à répondre aux besoins fondamentaux. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce a réalisé certains progrès en vue de créer un système commercial avantageux pour tous les pays. Les Nations Unies permettent à tous les pays du monde d'étudier ensemble certains problèmes et de jeter les fondements d'un ordre juridique, économique et social. Avec un peu d'imagination, le rôle de ces institutions peut être élargi.

Il est essentiel de pouvoir compter sur un leadership politique. Les possibilités que nous venons de décrire dépendent de la détermination des hommes politiques qui doivent prendre des décisions importantes. Pendant notre étude, nous avons reconnu à de nombreuses reprises la nécessité de faire des choix politiques. Aucune théorie économique ou autre ne peut dicter une ligne de conduite. Aucune théorie ne nous renseigne sur la meilleure façon de promouvoir le développement. La croissance économique est essentielle, mais qui en profite? La décision de protéger ou non une industrie a des conséquences économiques importantes. Il faut chiffrer les coûts et les avantages de toute décision et en tenir compte. Mais qui doit subir ces coûts et profiter de ces avantages? Il nous faut choisir. C'est pourquoi les hommes politiques auront un rôle crucial à jouer à cet égard au cours de la décennie à venir.

PARTIE II

LE CANADA, UN PONT ENTRE DEUX MONDES

Le message le plus clair que le groupe de travail a reçu est que le Canada devrait servir de pont entre le Nord et le Sud.